



éducation
Sud
Paris

Communiqué intersyndical de soutien aux lycéen.ne.s de Bergson !

Paris, le 19 décembre 2018

Depuis plusieurs semaines des lycéen.ne.s se mobilisent contre Parcoursup, la réforme du lycée, la réforme du lycée professionnel ou encore le projet de service national universel. Cette fronde lycéenne est partie des lycées des régions, là où la question des inégalités de territoire dues à la mise en place de Parcoursup a de nombreuses conséquences en termes d'obligation de déplacement et de « mobilité », là aussi où le mouvement des gilets jaunes est le plus ancré. Elle a ensuite gagné les lycées des quartiers populaires où la mise en place de Parcoursup a laissé des traces extrêmement anxiogènes dans une population qui voit s'additionner les inégalités. Nous avons tou.te.s vu comment l'État a répondu à cette expression lycéenne, à Mantes-la-Jolie où 151 élèves ont dû rester à genoux et mains sur la tête pendant plusieurs heures, à Garges où un élève a été défiguré par un tir de flash-ball, à Ivry où 6 élèves mineurs ont été placés en garde à vue, soupçonnés d'avoir écrit « Macron démission » sur un mur.

À Paris aussi le mouvement a pris et, depuis 15 jours, les blocus se multiplient dans de très nombreux lycées parisiens. Certains établissements du nord-est parisien – Voltaire, Brassens, Diderot... – voient systématiquement l'intervention de la police, de la BAC notamment, pour empêcher toute initiative de blocus. Au lycée professionnel Saint-Lambert, rue Clavel, l'intervention de la police a eu pour conséquence d'envoyer trois élèves à l'hôpital et une vidéo montre un élève plaqué au sol et frappé par un membre de la BAC.

Conformément à la tradition de répression qui y règne depuis quelques années, le lycée Bergson est quant à lui un des lycées les plus réprimés intra-muros : outre le fait que la police y assure une présence quasi quotidienne en temps normal, les lycéen.ne.s de Bergson ont eu le privilège ces dernières semaines de voir régulièrement la police en tenue antiémeute et en armes, de subir des tirs de gaz lacrymo, de LBD ou de grenades de désencerclement au risque évident de blesser grièvement les élèves et adultes de l'établissement. Certains élèves ont été embarqués pour contrôle d'identité ou garde à vue comme c'est là encore hélas trop souvent la tradition à Bergson.

À cette répression policière s'ajoute de la part de l'administration du lycée une gestion particulièrement rigide et autoritaire de la situation : refus d'accorder une salle

pour réunir une AG, confinement – sous le prétexte de l'urgence attentat – de tou.te.s les élèves au sein de l'établissement au risque de faire éclater à l'intérieur des mouvements de foule extrêmement dangereux pour tou.te.s, conseils de discipline annoncés. Il existe par ailleurs un discours extrêmement méprisant envers des élèves qui ne seraient pas en capacité de produire de la pensée politique, dont les gestes ne sauraient être que « violents », tandis que paradoxalement, celles et ceux qui ont osé prendre la parole en public pour dénoncer les réformes sont convoqué.e.s ! Toute cela crée une forte tension et une totale insécurité qui a mené à ce que, ces derniers jours, des adultes de l'établissement se retrouvent en situation de dérapage verbal ou physique envers des élèves.

Transformer un lycée en cocotte-minute, créer une situation conflictuelle entre adultes et élèves, appeler systématiquement les forces de l'ordre, passer en conseil de discipline les élèves ayant déjà écopé de peines judiciaires, convoquer les élèves qui s'expriment, tout ceci n'est pas en mesure d'assurer la sécurité de tou.te.s au sein de l'établissement ni d'assurer le minimum d'expression et de respect dont les élèves ont besoin dans un contexte où il apparaît clair à tou.te.s que les réformes appliquées depuis l'année dernière dans une impréparation totale, faisant reposer l'essentiel du fonctionnement sur les enseignant.e.s, ne feront qu'amplifier les inégalités sociales.

Nous exigeons donc :

- qu'il n'y ait plus de policiers aux abords du lycée ;
- l'arrêt des confinements au sein de l'établissement ;
- la mise à disposition de salle pour que les élèves s'organisent et débattent au sein de l'établissement comme ils-elles l'entendent ;
- l'arrêt des intimidations (paroles humiliantes et menaces), l'arrêt des convocations et des exclusions contre les élèves mobilisé.e.s.

Nous appelons les personnels de l'établissement et les parents d'élèves à s'opposer à Parcoursup et à la réforme du lycée, en soutenant les élèves dans leurs revendications et leurs actions politiques.

CNT FTE 75
33 rue des Vignoles Paris 20^e
06 08 80 78 86
educ.rp@cnt-f.org

Sud éducation Paris
30bis rue des Boulets Paris 11^e
01 44 64 72 61
sudeducation75@wanadoo.fr